

La Banque interaméricaine de développement a accordé des lignes de crédit au Mexique qui sont destinées aux entreprises qui polluent l'eau. Les projets de la Banque, prévus pour 1995, comprennent 300 millions de dollars US pour l'irrigation et le drainage et 600 millions de dollars US pour un programme d'assainissement de base. Un montant additionnel de 200 millions de dollars US est affecté au *Programa Nacional de Agua Potable para Zonas Rurales*, Programme national pour l'approvisionnement en eau dans les régions rurales en 1996. Un autre projet pour des installations additionnelles de traitement des eaux usées à Mexico en est à ses premières phases.

Il faut toutefois savoir qu'une grande partie de ces fonds ne sera jamais dépensée parce que le gouvernement mexicain n'est pas actuellement en mesure de respecter l'exigence prévoyant qu'il fournisse des fonds équivalents. Il ne dispose pas non plus de la capacité administrative pour gérer un grand nombre de grands projets en même temps. Environ la moitié des fonds affectés aux projets environnementaux mexicains n'ont pas été utilisés. On en conclut donc qu'un financement novateur est indispensable pour réussir à accroître les ventes à l'exportation de technologies environnementales par les entreprises canadiennes.

LES PROJETS CONSTRUCTION-EXPLOITATION-TRANSFERT (CET)

Le gouvernement fédéral incite les municipalités à donner les services municipaux en «concession». Cela concerne le traitement des eaux usées ainsi que le ramassage et l'élimination des déchets solides qui pourraient être confiés au secteur privé pour financer des améliorations rapides.

Les accords de type construction-exploitation-transfert (CET) ont pris de l'importance dans le domaine de l'approvisionnement en eau et du traitement des eaux usées. Cela tient au fait que les municipalités ont maintenant la juridiction complète sur la perception des factures et sur le paiement aux exploitants d'usines. On a assisté, au cours des deux dernières années, à une généralisation à grande échelle de la facturation de la consommation d'eau et des rejets d'eaux usées. Le gouvernement exige maintenant la mise en place de compteurs et les prix ont monté en flèche.

De plus, les contrats d'achat fermes sont maintenant courants pour les projets d'approvisionnement en eau potable. Le gouvernement fédéral et les gouvernements des États ont consenti des garanties dans le cas de défaut de paiement des municipalités. Les concessions de type CET ont été accordées récemment pour des périodes de 12 à 15 ans.

D'après un dirigeant du *Grupo Mexicano de Desarrollo*, à la fin de 1994, le secteur privé participait, dans le domaine de l'eau, à 27 concessions d'une valeur totale d'environ 1,8 milliard de dollars US.

Il est extrêmement difficile d'obtenir le financement de projets de type CET au Mexique. Comme l'a signalé un dirigeant du milieu des affaires récemment, les fournisseurs étrangers devraient «apporter leur propre argent» quand ils envisagent d'offrir des ensembles de ce type.